

Présenté par
Valérie PÉCRESSE
Présidente du conseil régional
d'Île-de-France

**DIVERSES DISPOSITIONS EN MATIÈRE DE RESSOURCES HUMAINES
PREMIER RAPPORT 2023**

Sommaire

EXPOSÉ DES MOTIFS	3
ANNEXE AU RAPPORT	5
Annexe au rapport	6
PROJET DE DÉLIBÉRATION	11
ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION	14
Annexe 1 : Convention avec l'ASCRIF	15

EXPOSÉ DES MOTIFS

En application du règlement budgétaire et financier adopté par le Conseil régional, il revient à la Commission permanente d'affecter, les autorisations d'engagement et de programme ayant trait aux dépenses courantes de gestion des moyens généraux et qui permettent d'assurer le fonctionnement général de la collectivité. Ce rapport a également pour objet d'affecter les crédits nécessaires à la mise en œuvre à la politique régionale en matière de ressources humaines (formation des agents, communication interne à destination des agents régionaux, participation aux cantines, dépenses diverses liées aux ressources humaines).

Il est proposé l'affectation d'un montant total de 6 740 600 euros en autorisations d'engagement prélevées sur les chapitres 930 « Services généraux », 932 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage » et 944 « Frais de fonctionnement des groupes d'élus » et d'un montant de 250 000 euros en autorisations de programme sur le chapitre 900 « Services généraux ».

Les autorisations d'engagement se composent d'un montant de 6 545 600 € au titre des affectations provisionnelles et spécifiques et 195 000 € correspondant au premier acompte de la subvention de la subvention annuelle accordée en faveur de l'ASCRIF.

1. Affectations provisionnelles et spécifiques en investissement et en fonctionnement

Les affectations provisionnelles et spécifiques permettront d'exécuter les dépenses de fonctionnement et d'investissement de la collectivité. La ventilation de ces affectations est proposée en annexe au présent rapport.

2. Subvention en faveur de l'ASCRIF : affectation spécifique et habilitation à signer une convention

L'Association Sportive et Culturelle des Personnels de la Région Île-de-France (ASCRIF) a pour but de promouvoir la pratique d'activités culturelles, sportives et de loisirs.

Les activités dont l'ASCRIF assure la promotion sont ouvertes à l'ensemble des personnels de la région Île-de-France et de ses organismes associés.

Depuis sa création en 1982, la région Île-de-France a soutenu et accompagné le développement de l'ASCRIF.

Les relations entre la région Île-de-France et cette association sont définies dans une nouvelle convention d'une durée d'un an, figurant en annexe 1 à la présente délibération. Cette convention prévoit que la Région s'engage à soutenir financièrement les activités de l'ASCRIF, et notamment concernant la gestion de la salle multisports du siège régional de Saint-Ouen.

A ce titre, le conseil régional a inscrit au budget primitif 2023 une dotation de 390 000 €. Il est proposé une affectation spécifique de 195 000 €, ce qui correspond à 50 % de la subvention annuelle.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Valérie Pécresse'.

VALÉRIE PÉCRESSÉ

ANNEXE AU RAPPORT

Annexe au rapport

Affectations à titre provisionnel et spécifiques

☐ CHAPITRE 930 « SERVICES GENERAUX »

- CODE 020 « ADMINISTRATION GENERALE DE LA COLLECTIVITE »

Programme HP 020-003 « Dépenses associées au personnel » : un montant de 3 428 400 euros est affecté à titre provisionnel. Cette affectation sera répartie entre les actions suivantes :

- **Action 10200301 « Formation »** : il est proposé d'affecter, à titre provisionnel, une dotation de 633 000 €. Cette dotation permet de financer les différents axes du plan de formation pour 2023 autour des grands axes liés au changement des modes de travail, au déploiement de nouveaux outils et au campus des cadres.
- **Action 10200302 « Autres œuvres sociales »** : il est proposé d'affecter, à titre provisionnel, une dotation de 3 000 €. Cette dotation permet notamment de financer les frais bancaires des prêts accordés aux agents.
- **Action 10200304 « Communication interne »** : il est proposé d'affecter, à titre provisionnel, un montant de 120 000 €. Ces crédits permettront d'honorer les engagements courants de l'activité de communication à l'attention des agents des services administratifs.
- **Action 10200305 « Autres dépenses de personnel »** : il est proposé d'affecter, à titre provisionnel, un montant de 540 000 €. Cette dotation permet notamment de financer les frais liés, au recrutement du personnel, aux tiers lieux des agents en télétravail, et aux solutions de dématérialisation.
- **Action 10200306 « Participation aux cantines »** : il est proposé d'affecter, à titre provisionnel, un montant de 1 285 800 € sur cette action relative à la restauration collective des agents de la Région.
- **Action 10200307 « Frais de mission du personnel »** : il est proposé d'affecter, à titre provisionnel, un montant de 120 000 € sur cette action destinés au remboursement des frais engagés par les agents lors de leurs déplacements et missions, et au règlement des titres de transport achetés et délivrés par le biais du marché régional afférent aux dépenses de transports des agents régionaux.
- **Action 10200308 « Fournitures et petits matériels »** : il est proposé d'affecter, à titre provisionnel, un montant de 533 200 € sur cette action destinés au règlement des dépenses se rapportant aux marchés de fournitures courantes et de services. Ces dépenses concernent : la location - maintenance de la presse numérique et du parc des copieurs, l'acquisition des fournitures générales de papier et d'articles de bureau, l'habillement.
- **Action 10200309 « Postes et affranchissements »** : il est proposé d'affecter, à titre provisionnel, un montant de 173 400 € sur cette action pour le règlement des dépenses d'affranchissement postal, de location des machines à affranchir dans le cadre du marché en cours et enfin celles adossées aux contrats de collecte et relevage du courrier conclus avec la Poste.

Programme HP020-006 « Véhicules » : il est proposé d'affecter de manière provisionnelle un montant de 262 200 euros afin de concourir aux dépenses liées à l'entretien, au règlement des taxes, au frais de carburant du parc automobile et à la location de véhicules de transport

collectif et de taxis.

Ces crédits seront imputés sur l'action 10200603 « Entretien des véhicules ».

- **CODE 031 « ASSEMBLEE DELIBERANTE »**

Programme HP031-003 « Fonctionnement général du CR » :

Afin de conduire les actions liées aux dépenses de réceptions, de représentations, de déplacements, de missions et de documentation générale des élus et des groupes politiques du conseil régional il est proposé d'affecter à titre provisionnel un montant de 1 034 000 euros décliné comme suit :

■ **Action 10300301 « Réceptions et représentations »** : il est proposé d'affecter, à titre provisionnel, un montant de 774 000 € sur cette action pour couvrir les dépenses de réception et de représentation de l'Assemblée qui viennent s'imputer pour l'essentiel sur les marchés transversaux de traiteurs en cours pour la Région.

■ **Action 10300302 « Documentation »** : il est proposé d'affecter, à titre provisionnel, un montant de 110 000 € sur cette action pour le règlement des dépenses d'abonnement et de presse via le kiosque, ainsi qu'à celles d'acquisition d'ouvrages, contractualisées par marché.

■ **Action 10300303 « Frais de mission »** : il est proposé d'affecter, à titre provisionnel, un montant de 150 000 € sur cette action pour le remboursement des frais de missions engagés par les élus dans l'exercice de leur mandat et le règlement des titres de transport et de prestations hôtelières achetés par le biais du marché régional d'agent de voyage.

Programme HP031-004 « Formation, information des élus régionaux » : il est proposé d'affecter de manière provisionnelle un montant de 216 000 euros afin de concourir aux dépenses de formation à destination des élus du conseil régional.

Ces crédits seront imputés sur l'action 10300401 « Formation, information des élus régionaux ».

- **CODE 032 « CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL REGIONAL OU CONSEIL DE DEVELOPPEMENT »**

Programme HP032-005 « Indemnités et charges du CESER »

Il est proposé d'affecter de manière provisionnelle un montant de 30 000 euros imputé sur l'action 10300502 « Formation des élus du CESER » afin de couvrir les dépenses liées aux actions de formation à destination des élus du CESER.

Programme HP032-006 « Fonctionnement général du CESER » : il est proposé d'affecter de manière provisionnelle un montant de 183 000 euros afin de concourir aux dépenses de gestion courante, de réceptions de représentations, de déplacements et de missions des membres du CESER dans le cadre de l'exercice de leurs missions, également contractualisées dans le cadre du marché régional portant sur les déplacements des agents et des élus.

Ces crédits seront imputés sur l'action 10300604 « Fonctionnement courant du CESER ».

📖 CHAPITRE 932 « ENSEIGNEMENT, FORMATION PROFESSIONNELLE ET APPRENTISSAGE »

- CODE 222 « LYCEES PUBLICS »

Programme HP222-009 « Dépenses associées aux agents des lycées »

Afin de conduire des actions spécifiques en direction des agents des lycées, il est proposé à la commission permanente d'affecter à titre provisionnel les autorisations d'engagement inscrites au programme « Dépenses associées aux agents techniques des lycées » pour un montant total de 1 371 000 euros, réparti comme suit :

- 📌 **Action 12200901 « Formation »** : il est proposé d'affecter, à titre provisionnel, un montant de 408 000 €. Cette dotation permet de financer les dépenses liées à la formation des agents techniques et des apprentis affectés dans les lycées.
- 📌 **Action 12200902 « Communication interne »** : il est proposé d'affecter, à titre provisionnel, un montant de 153 000 €. Cette affectation provisionnelle permettra d'assurer la publication des supports de communication à l'attention des agents des lycées, et les actions de communication liées à la dotation de tablettes numériques à l'ensemble des agents et au déploiement des applications.
- 📌 **Action 12200906 « Equipements de protection individuelle des agents des lycées »** : Il est proposé d'affecter à titre spécifique un montant de 810 000 € en autorisations d'engagement afin de financer les commandes des vêtements de travail et d'équipements de protection individuelle pour les agents des lycées.

📖 CHAPITRE 944 « FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES GROUPES D'ELUS »

- CODE 01 « OPERATIONS NON VENTILABLES »

Programme HP01-001 « Frais de fonctionnement des groupes d'élus » : il est proposé d'affecter de manière provisionnelle 21 000 € sur l'action 10100102 « Formation » afin d'engager des actions liées à la formation des collaborateurs de groupes d'élus.

📖 CHAPITRE 900 « SERVICES GENERAUX »

- CODE 020 « ADMINISTRATION GENERALE DE LA COLLECTIVITE »

Programme HP020-001 « Moyens des services (hors informatique) » : il est proposé d'affecter à titre spécifique une autorisation de programme 185 000 euros imputés sur l'action 10200102 « Mobilité » afin d'acquérir des véhicules pour le parc automobile régional ou des vélos électriques.

- CODE 021 « PERSONNEL NON VENTILE »

Programme HP021-009 « Amélioration de l'environnement professionnel » : il est proposé d'affecter de manière provisionnelle 65 000 euros imputés sur l'action 10200901 « Intégration professionnelle et maintien dans l'emploi des personnes handicapées » afin d'engager des actions liées à la convention signée avec le Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique (FIPHFP).

📖 CHAPITRE 930 « SERVICES GENERAUX »

- **CODE 020 « ADMINISTRATION GENERALE DE LA COLLECTIVITE »**

Programme HP 020-003 « Dépenses associées au personnel » : il est proposé l'affectation d'une subvention d'un montant de 195 000 euros au titre du premier acompte de la subvention annuelle accordée à l'ASCRIF. Ces crédits sont imputés sur l'action 10200303 ASCRIF.

PROJET DE DÉLIBÉRATION DU 25 JANVIER 2023

DIVERSES DISPOSITIONS EN MATIÈRE DE RESSOURCES HUMAINES PREMIER RAPPORT 2023

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de la commande publique ;

VU le code général de la fonction publique notamment ses articles L731-1 à 731-4 et L733-1 ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité modifiée ;

VU la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 modifiée relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CP 2021-332 du 22 juillet 2021 relative à l'intégration d'une clause éthique dans les conventions passées par la Région ;

VU la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2023 ;

VU l'avis de la commission de l'administration générale ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU le rapport n°CP 2023-006 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Dépenses associées aux frais de personnel

Affecte à titre provisionnel une autorisation d'engagement de 3 428 400 € disponible sur le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 020 « Administration générale de la collectivité », programme HP020-003 « Dépenses associées au personnel » (102003) du budget 2023 pour les dépenses liées aux agents des services du siège.

Article 2 : Véhicules

Affecte à titre provisionnel une autorisation d'engagement de 262 200 € disponible sur le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 020 « Administration générale de la collectivité », programme HP020-006 « Véhicules » (102006) du budget 2023 pour les dépenses

liées aux véhicules du parc automobile régional.

Article 3 : Fonctionnement général du Conseil Régional

Affecte à titre provisionnel une autorisation d'engagement de 1 034 000 € disponible sur le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 031 « Assemblée délibérante », programme HP031-003 « Fonctionnement général du CR » (103003) du budget 2023 pour les dépenses liées au fonctionnement de l'Assemblée régionale.

Article 4 : Formation, information des élus régionaux

Affecte à titre provisionnel une autorisation d'engagement de 216 000 € disponible sur le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 031 « Assemblée délibérante », programme HP031-004 « Formation, information des élus régionaux » (103004) du budget 2023 pour les dépenses de formation à destination des élus du conseil régional.

Article 5 : Indemnités et charges du CESER

Affecte à titre provisionnel une autorisation d'engagement de 30 000 € disponible sur le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 032 « Conseil économique et social régional ou Conseil de développement », programme HP032-005 « Indemnités et charges du CESER » (103005) du budget 2023 pour les dépenses de formation en direction des élus du conseil CESER.

Article 6 : Fonctionnement général du CESER

Affecte à titre provisionnel une autorisation d'engagement de 183 000 € disponible sur le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 032 « Conseil économique et social régional ou Conseil de développement », programme HP032-006 « Fonctionnement général du CESER » (103006) du budget 2023 pour les dépenses liées au fonctionnement du CESER.

Article 7 : Dépenses associées aux agents des lycées

Affecte à titre provisionnel une autorisation d'engagement de 1 371 000 € disponible sur le chapitre 932 « Enseignement », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP222-009 « Dépenses associées aux agents des lycées » (122009) du budget 2023 pour les dépenses liées aux agents des lycées.

Article 8 : Amélioration de l'environnement professionnel

Affecte à titre provisionnel une autorisation de programme de 65 000 € disponible sur le chapitre 900 « Services généraux », code fonctionnel 021 « Personnel non ventilé », programme HP021-009 Amélioration de l'environnement professionnel » (102009), action 10200901 du budget 2023 pour les dépenses liées à l'intégration professionnelle et au maintien dans l'emploi des personnes handicapées.

Article 9 : Mobilité

Affecte à titre spécifique une autorisation de programme de 185 000 € disponible sur le

chapitre 900 « Services généraux », code fonctionnel 020 « Administration générale de la collectivité », programme HP020-001 « Moyens des services (hors informatique) » action « Mobilité » (102001) du budget 2023 pour les dépenses liées à l'acquisition de véhicules pour le parc automobile régional.

Article 10 : Frais de fonctionnement des groupes d'élus

Affecte à titre provisionnel une autorisation d'engagement de 21 000 € disponible sur le chapitre 944 « Frais de fonctionnement des groupes d'élus », code fonctionnel 01 « Opérations non ventilables », programme HP01-001 « Frais de fonctionnement des groupes d'élus » (101001) action 10100102 « Formation » du budget 2023 pour les dépenses liées à la formation des collaborateurs de groupes d'élus.

Article 11 : Dépenses associées aux frais de personnel

Approuve la convention établie entre la région Île-de-France et l'ASCRIF, en annexe 1 à la présente délibération et autorise la présidente de la région Île-de-France à signer la convention.

Affecte une autorisation d'engagement de 195 000 € disponible sur le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 020 « Administration générale de la collectivité », programme HP020-003 « Dépenses associées au personnel » (102003), action 10200303 « ASCRIF » du budget 2023, correspondant au premier acompte de la subvention annuelle.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**

VALÉRIE PÉCRESE

ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION

Annexe 1 : Convention avec l'ASCRIF

CONVENTION N° 23-01

Entre : La région Île-de-France domiciliée 2 rue Simone Veil 93400 Saint-Ouen, représentée par Madame Valérie Péresse, présidente en exercice dûment habilitée à cet effet par délibération n° CR 92-15 en date du 18 décembre 2015, désignée ci-après par « la Région »

Et : L'Association Sportive et Culturelle des Personnels de la région Île-de-France, domiciliée 2 rue Simone Veil 93400 Saint-Ouen dont le N° de SIREN est le 443 620 471, représentée par son président en exercice, Monsieur Michel MORA dûment habilité par délibération du Conseil d'Administration en date du 23 septembre 2020, désignée ci-après « l'ASCRIF »

PREMIERE PARTIE – DISPOSITIONS GENERALES

Article 1er : Objet

La Région a décidé d'encourager et de soutenir le développement des activités de l'ASCRIF, association régie par la loi du 1er juillet 1901 et par le décret du 16 août 1901, ouverte aux personnels de la Région Ile-de- France, et dont le but est de favoriser la participation de ses adhérents à des activités sportives, culturelles et de loisirs.

Il est précisé que les activités de l'ASCRIF entrent dans le champ d'application de l'article L731-3 du code général de la fonction publique.

Article 2 : Engagement de la Région

La Région s'engage à soutenir financièrement les activités de l'ASCRIF par le versement d'une subvention annuelle, sous réserve du vote des crédits 2023 par l'assemblée délibérante, et dans la limite de leur disponibilité.

Cette subvention est versée au vu d'un dossier d'appel de subvention présenté par l'ASCRIF en juin, comportant un budget prévisionnel, ainsi qu'un document décrivant les conditions d'utilisation de la subvention demandée.

La Région s'engage à mettre gratuitement à la disposition de l'ASCRIF des moyens matériels adaptés à ses besoins, compte tenu en particulier de ses effectifs, en termes de :

- bureaux,
- lignes téléphoniques, affranchissement postal,
- matériel et connexion informatiques et numérique,
- moyens de reprographie - salles de réunion,
- accès au dispositif d'archivage,
- approvisionnement en fournitures de bureaux,
- local de stockage dans le bâtiment Victor Hugo situé à Saint Ouen.

La Région s'engage à faciliter la participation de ses agents aux activités organisées par l'ASCRIF, dans le respect du fonctionnement de leur service et des missions qu'ils leur incombent.

Au regard de leur intérêt régional, les archives de l'ASCRIF pourront faire l'objet d'un dépôt aux archives de la Région, dans le cadre des moyens alloués par la présente convention.

Article 3 : Obligations de l'ASCRIF

Article 3.1 : Obligations relatives à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité

L'ASCRIF s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Article 3.2 : Obligations relatives au recrutement de stagiaire(s) ou alternant(s)

L'ASCRIF s'engage à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de deux mois. Elle saisit ses offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la plateforme des aides régionale selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

Article 3.3 : Obligations en matière d'éthique

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion ; favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région

Article 3.4 : Rapport d'activité et bilan

L'ASCRIF s'engage à transmettre à la Région pour chaque exercice, avant le 30 juin de l'année suivante :

1°) un rapport d'activité annuel, décrivant notamment l'utilisation de la subvention annuelle versée par la Région ;

2°) le bilan et les comptes du dernier exercice certifiés par un commissaire aux comptes choisi sur la liste mentionnée à l'article L225-219 du Code de Commerce conformément à l'article L612-4 du même code.

Article 3.4 : Dépôt des comptes

L'ASCRIF déposera à la préfecture, ses comptes, ainsi que la présente convention datée et signée, conformément à l'article 10, 6e alinéa, de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000.

Par ailleurs, l'ASCRIF s'engage à porter à la connaissance de la Région :

- le nom et les coordonnées du commissaire aux comptes ;
- toute modification de ses statuts ou de la composition de ses organes statutaires (conseil d'administration, bureau, président et trésorier) ;
- le montant et l'objet des autres subventions qui lui auront été attribuées durant l'exécution de la présente convention ;
- par écrit, documents à l'appui, toute difficulté liée à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention ;
- les différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants, ainsi que les éventuelles difficultés qu'elle pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans son déroulement.

De plus, l'ASCRIF s'engage, à l'occasion de sa participation à des événements extérieurs, à promouvoir les atouts de la Région Ile-de-France.

Enfin, l'ASCRIF s'engage à faciliter le contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, de l'utilisation des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables, ainsi qu'à toute pièce justificative.

Article 4 : Modalités de versement de la subvention

Le versement de la subvention est effectué sur présentation d'un appel de fonds sur le compte ouvert au nom de l'ASCRIF au Crédit Du Nord, Paris Vaneau (compte N°30076 – 02037 – 18379600200 – 19).

La subvention annuelle est mandatée en deux fois :

- **Un premier acompte versé après signature annuelle de la convention** correspondant à 50% de la subvention votée au budget 2023 ;
- **le solde versé après l'Assemblée Générale**, après communication notamment à la Région du rapport d'activité et des comptes certifiés par le commissaire aux comptes de l'exercice écoulé.

Cette dépense est imputée sur le chapitre budgétaire 930 « Services généraux », code fonctionnel 020 « Administration générale de la collectivité », Programme HP020-003 « Dépenses associées au personnel » Action 10200303 « ASCRIF ».

Le comptable assignataire de la Région est le Directeur régional des finances publiques d'Île-de France et du Département de Paris (9 rue Réaumur 75002 PARIS).

Au titre de l'année 2023, le montant de la subvention s'élève à **390.000 €**, sous réserve du vote du budget et de la disponibilité des crédits.

Article 5 : Modalités de versement du solde de la subvention

Le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- un rapport d'activité et des comptes certifiés par le commissaire aux comptes de l'exercice écoulé,
- un compte-rendu d'exécution qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité,
- le justificatif de recrutement (convention de stage) du stagiaire ou de l'alternant devant être recruté dans le cadre du dispositif « 100 000 nouveaux stages pour les jeunes

franciliens » (cf art 3.2), conformément à la dérogation présentée en annexe à cette convention.

Les documents financiers seront signés par le commissaire aux comptes. Tous justificatifs et documents comptables seront mis à disposition dans les bureaux de l'ASCRIF.

Article 6 : Révision du montant de subvention

Le montant de la subvention accordée par la Région pourra être révisé conformément aux dispositions de l'article 33 du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement adopté par délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022.

Article 7 : Restitution de la subvention

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

Pour les personnes morales de droit privé, la Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par l'ASCRIF du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, l'ASCRIF est invitée à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par l'ASCRIF sont à la charge de cette dernière.

Article 8 : Date d'effet et durée de la convention

La présente convention prend effet à compter de sa signature par les deux parties, et ce, pour une durée d'un an. Elle expire à la date d'achèvement des obligations respectives des deux parties.

Article 9 : Modification de la convention

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant soumis à l'approbation de la commission permanente de la Région Ile-de-France et du conseil d'administration de l'ASCRIF.

Article 10 : Résiliation de la convention

A la demande expresse et motivée de l'une des parties, la présente convention peut être résiliée en cas d'inexécution d'une ou plusieurs des obligations prescrites dans les conditions suivantes.

La Région peut également prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général.

La résiliation sera effective à l'issue d'un délai de préavis de 6 mois commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée par lettre recommandée avec accusé de réception, sauf si dans ce délai :

- les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution ;

- l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure.

La résiliation ne peut intervenir qu'après que la partie défaillante aura été mise en demeure.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation de l'ASCRIF par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

DEUXIEME PARTIE – GESTION DE LA SALLE MULTISPORTS MARIE-JOSE PEREC DE L'IMMEUBLE « SIMONE VEIL » ET DE L'ESPACE PUTTING GREEN

Article 11 : Gestion de la salle multisports

L'assemblée régionale a décidé d'implanter ses services administratifs ainsi que la Présidence de la Région Île-de-France à Saint-Ouen en Seine-Saint-Denis, en prenant en location le site « Influence », 2 rue Simone Veil à compter du 29 janvier 2018 (délibération CR n° 219-16 du 18 novembre 2016).

Le bâtiment Simone Veil comprend une salle multisports équipée par le bailleur. La gestion de cette salle multisports a été confiée à l'ASCRIF, en application du code général de la fonction publique, notamment ses articles L731-1 à 731-4 et L733-1.

L'ASCRIF et la Région ont décidé d'une amplitude horaire d'ouverture de 7h30 à 19h30.

Le Conseil d'Administration de l'ASCRIF se laisse la possibilité de pouvoir moduler cette amplitude horaire à tout moment de l'année et après concertation avec la Région.

Un espace putting green dédié à l'initiation au golf, est également installé au sein du bâtiment Simone Veil.

L'exploitation des espaces sportifs (la salle multisports et le putting green) comprend les deux missions essentielles suivantes :

Accueil et animation des usagers dans un objectif de loisirs, de sport et de détente :

- Accueil des usagers et garantie de leur sécurité,
- Animation des équipements, organisation et coordination d'activités et d'animations sportives ou de loisirs propices à leur fréquentation,
- Diversification et renouvellement de l'offre d'activités,
- Développement avec la Région d'événements fédérateurs,
- Création d'équipes en vue de la participation à des compétitions et des challenges interentreprises, à des stages d'initiation ou stages de perfectionnement en lien ou pas, avec les activités proposées par l'ASCRIF.

Exploitation des activités dont l'ASCRIF a la responsabilité :

- Gestion technique, administrative et financière des activités dont elle a la responsabilité,
- Maintenance des équipements et renouvellement des petits équipements sportifs,
- Achat du gros matériel sportif qu'elle jugera nécessaire d'ajouter à la salle de sport, et après délibération de son CA et validation par les services techniques de la Région sur la faisabilité,
- Prestation extérieure missionnée à la suite de la publication et du lancement d'un marché public pour s'occuper du recrutement, de la formation et de l'encadrement du personnel qualifié affecté à la salle multisports.

L'ASCRIF s'assurera du niveau des pratiquants, surveillera la pratique des activités physiques et sportives se déroulant dans la salle, vérifiera que le matériel est en bon état et bien utilisé, et assurera une formation aux adhérents à la bonne utilisation de l'ensemble des appareils validant leur utilisation en autonomie.

Pour la mise en place de l'activité golf, l'ASCRIF, s'engage à l'entretien du putting green.

Article 12 : Usagers de la salle multisports

L'accès à la salle multisports est réservé aux personnes suivantes :

Personnels de la Région Île-de-France adhérents de l'association, et invités*.

(*Le nombre d'invités sera limité et laissé à la discrétion du vote du Conseil d'administration de l'ASCRIF).

L'entrée de la salle multisports se fera obligatoirement avec un badge délivré par l'ASCRIF.

Article 13 : Conditions d'exploitation

Sont proposés aux usagers :

- l'accès aux espaces musculation et cardio-training aux plages horaires précisées à l'entrée de la salle, et conformément à l'article 11 de la présente convention,
- des cours collectifs de fitness, yoga, pilate, boxe...alternant chaque jour la nature et le niveau des cours.

Ces séances peuvent évoluer suivant les périodes de l'année.

Les cours collectifs sont sous la responsabilité d'éducateurs sportifs diplômés.

Des animations et événements fédérateurs seront proposés aux plages horaires les plus fréquentées par les usagers (début de matinée, midi et/ou début de soirée).

Le conseil d'administration de l'ASCRIF déterminera les tarifs d'accès à la salle multisports dès sa prise d'exploitation. Ces tarifs seront révisables chaque année.

Cette organisation vise le développement et l'incitation à la pratique sportive et/ou activité physique pour toutes et tous.

Article 14 : Règlement intérieur

Le règlement intérieur de la salle multisports, en annexe n°1 à la présente convention, est élaboré par l'ASCRIF. Toute modification du règlement intérieur ne peut intervenir que par décision expresse de son conseil d'administration.

Le règlement intérieur est consultable sur le site internet de l'ASCRIF et affiché à l'entrée de la salle, à la vue de tous les usagers, au même titre que :

- la déclaration d'établissement d'activités physiques, cette déclaration ne relève pas de la responsabilité de l'ASCRIF.
- un tableau d'organisation des secours dans l'établissement comportant les adresses et numéros de téléphone des personnes et organismes susceptibles d'intervenir en cas d'urgence,
- les garanties d'hygiène et de sécurité et les normes techniques particulières applicables à l'encadrement des activités physiques et sportives,
- la copie de l'attestation d'assurance en responsabilité civile de l'ASCRIF,
- les titres, diplômes, cartes professionnelles et récépissés de déclaration des personnels chargés de l'enseignement, de l'encadrement ou de l'animation des activités sportives.

L'ASCRIF informe notamment les usagers de la faculté qui leur est offerte de prendre connaissance du règlement intérieur et d'exprimer leur avis (cahier, site internet) sur le service rendu.

L'ASCRIF veille :

- au respect du règlement intérieur par les usagers,
- à l'absence de tout agissement qui pourrait entraîner la dégradation des ouvrages, matériels et équipements (vandalisme, effraction...),
- au comportement respectueux des adhérents lors de leur pratique dans la salle envers les autres adhérents, les coachs sportifs et le personnel salarié et bénévole de l'association.

Article 15 : Engagements de la Région

La Région met à disposition de l'ASCRIF un plan d'évacuation, met en place et assure l'entretien et le suivi technique réglementaire des installations et équipements de protection incendie et de premiers secours (sécurité incendie, extincteurs, défibrillateur...), à l'exclusion de la trousse de secours.

La Région s'engage à mettre en place un dispositif de contrôle adapté par badge pour l'accès à la salle multisports.

La Région est responsable et assure les prestations d'entretien courant (approvisionnement en consommables, divers ampoules, papiers toilettes), souscrit en son nom et à ses frais l'ensemble des abonnements en énergie et fluides nécessaires à l'exploitation de la salle, s'assure de la propreté des locaux, surfaces, installations et équipements (notamment sanitaires), de manière à maintenir les biens en état de fonctionnement et d'exploitation.

Le gros nettoyage et les interventions techniques significatives doivent être réalisés en dehors de toute présence du public.

La Région fournit, au titre du premier équipement, des biens meubles (voir annexe n°2 : liste des matériels).

La Région autorise l'ASCRIF à utiliser le logo de la Région de façon permanente à l'intérieur des installations, ainsi que sur tous les supports d'informations édités par l'ASCRIF, en lien avec la salle multisports.

Article 16 : Engagements de l'ASCRIF

L'ASCRIF se conforme aux dispositions de sécurité et d'évacuation définies par la Région et par les normes en vigueur.

L'ASCRIF s'engage au renouvellement et à l'entretien du petit matériel sportif.

Concernant l'exploitation de la salle multisports, l'ASCRIF s'engage à participer à une réunion annuelle avec la Région, au cours du premier trimestre de chaque année, pour faire un bilan de fonctionnement.

L'ASCRIF assure l'administration des autorisations d'accès par badge à la salle multisports, et la mise à jour des cartes d'accès, et ce, pour les coaches sportifs et adhérents.

L'ASCRIF s'engage à faire réaliser la maintenance et les réparations afférentes aux gros matériels.

Dans le cas où, un appareil serait rendu inutilisable et que le coût de sa réparation dépasse son prix d'achat, l'ASCRIF s'engage à en informer dans les plus brefs délais la Région qui prendra à sa charge financière le remplacement dudit appareil défectueux (qualité et fonctionnalités identiques ou équivalentes).

L'ASCRIF se charge du nettoyage, de l'entretien et du maintien en état de tous les matériels sportifs de la salle multisports, ainsi que de l'espace dédié à la pratique du golf.

L'ASCRIF assure la maintenance, l'utilisation et les dépenses liées à la location d'une boxe internet/Wifi dans la salle de sport.

Cette dernière permet le fonctionnement optimal des appareils sportifs, leur mise à jour et le fonctionnement d'un terminal de carte bleue.

Article 17 : Responsabilité et assurances

L'ASCRIF s'assure auprès d'une compagnie d'assurance, afin de couvrir tous les risques et litiges pouvant survenir du fait de l'exploitation de la salle multisports :

- une police d'assurance de responsabilité civile, couvrant notamment sa responsabilité à l'égard des usagers ainsi que de son personnel. La police d'assurance couvre les conséquences pécuniaires des dommages de toutes natures (corporels, matériels, immatériels) causés aux tiers.
- une assurance de dommage aux biens garantissant l'ensemble des biens mis à sa disposition contre les risques de toute nature (incendie, dégâts des eaux, explosions, foudre, grèves, actes de vandalisme...) pour leur valeur réelle.

Article 18 : Règlement des litiges

En cas de litige, né de l'application ou de l'interprétation de la présente convention, les parties s'engagent à épuiser toutes les voies de conciliation possible, avant de saisir la juridiction compétente.

En partenariat avec le service prévention de la Région

L'ASCRIF s'engage à mettre en place et faire respecter le protocole sanitaire qui aura été défini avec le service de prévention de la région, dès et tant que cela sera nécessaire.

MESURES SANITAIRES

1. utilisation de produits virucides, gels hydro alcooliques, lingettes désinfectantes
2. désinfection quotidienne de la structure ; assurée par le service d'entretien de la Région,
3. visuels spécifiques sur le port du masque, le nettoyage des machines, la distanciation sociale, les gestes barrières et signalétique présente dans la salle
4. port du masque obligatoire sauf durant l'exercice ;
5. fichier d'identification des personnes ayant accédé à la structure (historique bagage d'entrée) + affichage de la carte au mur ;
6. utilisation recommandée de filtres virucides pour les climatisations à la responsabilité de la région ainsi que les contrôles d'eau dans les canalisations.

MESURES DE FONCTIONNEMENT

1. Espacement des machines et/ou mise hors service d'1 sur 2 ;
2. marquage au sol ;
3. points de distribution réguliers de gel hydro alcoolique ;
4. douches et vestiaires fermés ;
5. gestion des flux afin de garantir un minimum de 5m² par utilisateur en moyenne ;
6. cours collectifs par groupe de 6 personnes à 5m² par personne ;
7. coaching individuel : respect de la distanciation sociale ;
8. désinfection entre chaque cours ;
9. désignation d'un responsable Covid 19 ;
10. nettoyer soi-même ses machines avant et après utilisation ;
11. mise en place d'un sens de circulation à suivre au sein des différents espaces ;
12. training des équipes sur les mesures à respecter et à faire respecter ;
13. tour de salle régulier par l'équipe : rappel aux adhérents sur le nettoyage et consignes.

PROTOCOLE EN CAS DE CRISE

1. En cas de détection de cas Covid 19 dans la salle de sport : fermeture immédiate, désinfection complète de la salle et contact au service prévention de la région par le référent Covid 19 de l'ASCRIF ;
2. Entraînement des équipes sur le protocole à respecter.

Fait en deux exemplaires originaux

Le

Le

Pour la région Île-de-France	Pour l'ASCRIF Association Sportive et Culturelle des personnels de la région Île-de-France



*Association Sportive et Culturelle des Personnels
de la Région Île de France*

ANNEXE 1

REGLEMENT INTERIEUR DE LA SALLE MULTISPORTS AU 01 JANVIER 2021

Article I : Adhésions

L'accès à la salle multisports est réservé aux adhérents et invités à jour de leurs inscriptions, munis d'une carte d'accès nominative.

Le badge région n'est pas accepté. En cas d'oubli de votre carte vous ne pouvez pas accéder à la salle.

En cas de perte de la carte d'accès, il convient de prévenir l'ASCRIF par mail, afin que la réédition de votre carte soit faite dans les 48h suivant la demande, sous réserve de fournir obligatoirement une photo pour la nouvelle carte. (La première édition est gratuite, les suivantes seront facturées 5 € pour chaque demande).

Article II : Inscription et désinscription sur la plateforme sportive

L'adhérent bénéficie d'un compte personnel sur la plateforme sportive, il peut s'inscrire et se désinscrire à tout moment à un cours collectif.

Les absences répétées aux cours collectifs sans désinscription préalable **30 min avant le début du cours** sur la plateforme entraîneront :

- L'envoi par l'ASCRIF d'un mail d'avertissement
- L'impossibilité de s'inscrire aux cours sur la plateforme à partir de 2 avertissements et ce pour une durée de 2 semaines (après la notification de l'ASCRIF)

Article III : Horaires de la salle multisports

La salle multisports est ouverte selon les plages horaires mentionnées à l'article 11 de la convention entre la Région et l'ASCRIF.

Le Conseil d'administration de l'ASCRIF se réserve le droit d'y apporter des modifications à tout moment.

Aucune personne ne sera autorisée à accéder à la salle en dehors des horaires d'ouverture du planning.

Article IV : Modalités d'accès et vestiaires

La salle multisports se trouvant à l'intérieur des bâtiments du Conseil régional d'Île-de-France, aucune personne ne peut y pénétrer sans un contrôle préalable au poste de sécurité ou à l'accueil du bâtiment.

Chaque personne devra déposer sa carte d'accès à l'accueil sur le tableau dédié à cet effet.

L'utilisation des vestiaires est obligatoire pour se changer, afin de mettre une tenue correcte de sport, ainsi que des chaussures de sport propres et adaptées à l'activité en salle (**chaussures extérieures interdites après la zone de déchaussage, conformément à la signalétique mise à votre disposition**).

L'accès au vestiaire et douches des femmes est strictement interdit aux personnels masculins et inversement.

Des casiers sont mis à la disposition des adhérents pendant la durée de leur entraînement. A la fin de celui-ci, les casiers devront impérativement être libérés.

Le port de chaussures de sport spécifiques uniquement utilisées pour la salle multisports, est obligatoire durant la séance.

Article V : Hygiène & règles d'usage

Pour des raisons d'hygiène :

- il est obligatoire de se munir d'une serviette pendant sa séance, afin de protéger les appareils de la

transpiration ;

- tout adhérent sans serviette se verra refuser l'accès à la salle ;
- il est demandé de nettoyer les appareils après utilisation ; des produits appropriés sont mis à votre disposition ;
- il est interdit de déplacer les appareils de musculation et machines de cardio training ;
- les haltères, disques et barres de musculation, doivent être rangés après toute utilisation à leurs emplacements respectifs.
- des savons sont mis à votre disposition dans les sanitaires ; ils sont la propriété de l'ASCRIF.

Il est rappelé qu'il est interdit d'exercer une activité professionnelle à l'intérieur de la salle multisports. Tout cours privé est interdit sans l'autorisation du conseil d'Administration de l'ASCRIF.

Article VI : Sécurité

Conformément aux normes en vigueur, et compte tenu de la surface de la salle, le nombre maximum de personnes autorisées est fixé à 50 pour la salle multisport. La salle de musculation et cardio training ne dispose pas en permanence de coach sportif. Il convient donc d'utiliser les appareils en toute sécurité et dans la limite de ses capacités.

La pratique sportive dans la salle multisports est interdite à un sportif isolé. Dans le cas où ce dernier se retrouverait seul dans la salle, il s'engage à stopper immédiatement toute activité physique.

L'entrée est strictement interdite aux mineurs de moins de 16 ans.

Article VII : Perte, vol, dégradation

Il est rappelé que des casiers individuels fermés par digicode sont à la disposition des adhérents dans les vestiaires. L'ASCRIF se dégage de toute responsabilité en cas de perte ou de vol d'objets entreposés ou non entreposés dans ces derniers, pendant la durée de l'entraînement. Toute dégradation volontaire ou involontaire du matériel et des locaux doit être immédiatement déclarée à l'ASCRIF sur les heures ouvrables du bureau.

Article VIII : Sanctions

Conformément à l'article 7 (radiation) des statuts de l'association, l'ASCRIF se réserve le droit d'exclure temporairement ou définitivement toute personne pour motif grave. Toute attitude et/ou comportement qui risquerait d'importuner ou entraîner un danger pour les autres adhérents, ou qui viserait à dégrader volontairement les installations de la salle multisports, exposerait les auteurs aux sanctions prévues au présent article.

Article IX: Civisme

Il est interdit de fumer ou de manger dans la salle de sport ou dans les vestiaires /douches.

L'hydratation régulière est vivement recommandée lors de l'activité physique.
Boissons alcoolisées interdites. Bouteilles et gourdes en plastique uniquement.

L'usage du téléphone portable est autorisé sans gêne pour les autres adhérents.

Article X : Signalétique dans la salle

Une signalétique spécifique a été mise en place pour votre confort et votre sécurité ; il est demandé de la respecter.

ANNEXE 2**INFLUENCE 1****LISTE DES EQUIPEMENTS DE LA SALLE DE FITNESS fournis par la REGION**

EQUIPEMENTS	REFERENCES	QUANTITES
Tapis T7xi	CA026	6
Elliptique E7xi	CA011	7
Vélo U7xi	CA030	4
Pédalo R7xi	CA017	3
Water Rower	CA018	2
MS80 G3	MU032	1
Leg Extension	MU025	1
Smith Machine	MU039	1
MG PRO ADJ CRUNCH BOARD A77	MU003	1
Adjustable Bench MG A86-03	MU003	2
Rack + Haltères (2 à 26 Kg)	MU035	1
150 kg poids	MU001	1
7xi Système	SY001	1
TAPIS MAT 140X60X15 MM BLEU	WT041	20
GYM BALL ANTI BURST 65 CM	WT030	4
BOXING MAN	WT133	2
PILLING HAID SET DE 3 PIECES	WT053	1
DOUBLE ESPALIER	AMA001	1
BARRE DE DANSE 1.5 M	AMA001	2
CONSOLE DANSE	AMA001	3

Pour information, les équipements lourds (vélos, tapis, rameurs, etc.) sont de la gamme MATRIX.